



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

OBJET DU MARCHÉ :

RENOVATION ET EXTENSION DU CENTRE DE LOISIRS

MARCHÉ N°

Acheteur :

Commune de SAINT-DOLAY

1 Place de l'Eglise

56130 SAINT-DOLAY

Date et heure limite de remise des
offres :

Le **lundi 30 juin 2025** à **12h**



La présente procédure est entièrement dématérialisée
Les retraits de dossier, les remises des offres se font
exclusivement sur le profil acheteur :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Article 1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la rénovation et extension du centre de Loisirs.

Article 2 - Conditions de la consultation

2.1- Étendue et mode de la consultation

Le présent marché est un marché passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivant le code de la commande publique.

2.2- Type et forme du marché

Il s'agit d'un marché public de travaux.

2.3- Allotissement

Les travaux objet du présent règlement de consultation sont divisés en 12 lots, désignés ci-dessous :

- Lot n° 01 : TERRASSEMENT VRD
- Lot n° 02 : GROS-OEUVRE
- Lot n° 03 : CHARPENTE BOIS
- Lot n° 04 : COUVERTURE ETANCHEITE
- Lot n° 05 : MENUISERIES EXTERIEURES
- Lot n° 06 : MENUISERIES INTERIEURES
- Lot n° 07 : CLOISONS SECHES
- Lot n° 08 : PLAFONDS SUSPENDUS
- Lot n° 09 : REVETEMENTS DE SOLS
- Lot n° 10 : PEINTURES
- Lot n° 11 : ELECTRICITE CFO CFA
- Lot n° 12 : CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE

Conformément à l'article R2113-1 du code de la commande publique, les candidats sont autorisés à déposer une offre pour un, plusieurs ou tous les lots (un acte d'engagement par lot).

2.4- Variantes - prestations supplémentaires éventuelles

- Variantes imposées (Formule alternative)

La présente consultation ne comporte pas de variante alternative à la formule de base.

- Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Ils peuvent également présenter, en plus de l'offre de base, conformément aux articles R.2151-8 à R2151-11 du code de la commande publique, une offre comportant des variantes « libres » aux solutions définies par le maître d'œuvre.

Les candidats doivent néanmoins impérativement présenter une proposition qualitative équivalente ou supérieure à la solution technique du dossier de consultation et chiffrer en variante les éléments complémentaires ou modificatifs qu'ils jugeront nécessaires, y compris des incidences sur les autres lots. Les variantes devront apporter un intérêt d'un point de vue technique ou économique.

Les variantes proposées seront présentées sur des documents parfaitement distincts de la solution de base et seront récapitulées dans le cadre de l'Acte d'Engagement.

Elles devront être décrites de façon détaillée dans l'offre (descriptif, plans d'ensemble ou de détails, notes de calcul, quantitatif par phase de prix).

Le candidat devra justifier que sa (ses) variante(s), n'ont pas d'incidence(s) technique(s) ou financière(s) en plus-value sur les autres lots.

- Prestations supplémentaires éventuelles Sans objet.

2.5 - Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 (cent-vingt) jours à compter de la date limite de réception des plis.

2.6 - Négociation

Après examen des offres et au vu des résultats d'une première analyse, l'acheteur se réserve le droit de procéder à une négociation avec les candidats ayant remis une offre.

Cependant l'acheteur pourra juger que, compte-tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. L'opportunité de négocier sera évaluée lot par lot.

La forme de cette négociation sera définie par le Maître d'ouvrage et sera la même pour tous les candidats acceptés à négocier. Le marché sera attribué à l'issue de la possible négociation sur le fondement des critères énoncés dans le présent règlement de consultation et sur la base des dernières offres remises.

2.7 - Conditions de participation des concurrents

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, ils ne peuvent pas cumuler les deux qualités.

Conformément à l'article R2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

2.8 - Sous-traitance

L'offre qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Article 3 - Intervenants

3.1 - Nom et adresse de la collectivité qui passe le marché/ acheteur

Commune de SAINT-DOLAY
1 Place de la Mairie – 56130 SAINT-DOLAY
Tél : 02.99.90.20.69
Courriel : mairie@saintdolay.fr

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

BURGAUD ARCHITECTES / Architecte – Economiste - Mandataire
1 ZC du Rodoir 56130 NIVILLAC
Tél : 02.99.90.63.75
Courriel : agence@burgaud-architectes.fr

Article 4 - Conditions relatives au contrat

4.1 Durée du marché

Le délai d'exécution du marché est fixé à l'article C de l'acte d'engagement et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : le marché faisant l'objet de la consultation est financé par l'acheteur au moyen de ses ressources propres et des subventions qui pourraient être attribuées dans le cadre de cette opération.

Les sommes dues aux titulaires et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) le cas échéant seront payées selon les règles de la comptabilité publique dans le cadre du délai global de paiement. Les prix sont forfaitaires.

Article 5 - VISITE

La visite sur site est obligatoire pour tous les candidats répondants aux lots 2, 3 4, 5 et 7 afin d'apprécier les difficultés d'exécution. Un certificat de visite sera délivré.

Deux dates de visites sont prévues pour celles-ci :

- Lundi 16 juin 16h sur site
- Lundi 23 juin 16h sur site

Article 6 - Dossier de consultation des entreprises

6.1 - Retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article R2132-2 du code de la commande publique, le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement sur le profil acheteur de la commune et téléchargeable sur le site :

<https://marches.megalys.bretagne.bzh>

Tout candidat qui se procurera le DCE sous format électronique par un autre moyen que le téléchargement sur <https://marches.megalys.bretagne.bzh>, seule plateforme de dématérialisation officielle du pouvoir adjudicateur, ou sans avoir pris la précaution de s'identifier sur cette même plateforme, risquera, sans que la responsabilité de l'acheteur puisse être engagée, de ne pas être tenu informé des éventuelles évolutions du dossier ou questions évoquées dans le cadre de la procédure.

L'adresse mail utilisée sur la plateforme de téléchargement du dossier de consultation servira dans le cadre de correspondances pendant la durée de la consultation.

Assurez-vous d'indiquer une adresse permettant d'assurer une transmission certaine de l'information au sein de votre société. En effet, chaque entreprise est seule responsable du paramétrage et de la surveillance de sa messagerie: validité de l'adresse mail, redirection automatique des mails, utilisation d'anti-spam...)

6.2 - Contenu du dossier

Le dossier de consultation des entreprises (DCE), remis à chaque candidat, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (AE) (un par lot) à compléter, dater et signer ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), un par lot ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots ;
- Les plans
- Le calendrier prévisionnel d'exécution ;
- Le(s) rapports d'études géotechniques ; RICT; PCG SPS

6.3 - Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 (sept) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant, l'étude du dossier par le candidat la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 7 - Présentation et sélection des candidatures

7.1 – CONTENU DES PLIS : DOCUMENTS A PRODUIRE

Nota : Conformément au décret 2014-1097 du 26 septembre 2014 portant mesures de simplification applicables à la commande publique, et à l'article 53 –ii du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif à la commande publique, les candidats (le candidats unique ou l'ensemble des membres du groupe et éventuellement les autres opérateurs économiques sur lesquels s'appuierait le candidat pour justifier de ses capacités) sont dispensés de fournir les renseignements ci-après s'ils sont accessibles à l'acheteur publics par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'information administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation (coordonnée du système ou de l'espace, code d'accès) et que cet accès soit gratuit.

- **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles 48 et 49 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou à défaut par une déclaration du candidat.
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat.
- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat).

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat doit également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre;

Une société nouvellement créée devra fournir tout moyen de preuve permettant de démontrer ses capacités techniques et financières.

En cas de groupement, ces pièces sont à fournir pour chaque intervenant.

● Offre

L'acte d'engagement et ses annexes.

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-

traitants, et d'agrément des conditions de paiement (ces demandes sont formulées dans l'annexe de l'acte d'engagement.

Pour chacun des sous-traitants désignés dans l'offre, le candidat devra fournir les renseignements et documents suivants :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
 - Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variations des prix ;
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant (moyens et références).

Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Le CCTP D.P.G.F. (décomposition du prix global et forfaitaire)

La décomposition du prix forfaitaire demandée sera présentée conformément au cadre D.P.G.F. joint au dossier.

Une note technique dont le contenu doit préciser les éléments suivants :

- les moyens humains et matériels affectés au chantier
- une note sur la méthode retenue par l'entreprise pour l'exécution des ouvrages, le respect du planning, la gestion des nuisances et des déchets du chantier, la gestion de la santé et la sécurité sur le chantier, et toutes les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché.

7.2 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISES DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent règlement.

7.2.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est **obligatoirement** effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://megalibretagne.bzh/>

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

En procédure adaptée, le pli peut contenir un seul dossier comportant les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. Néanmoins, si le candidat souhaite signer ses documents, il devra privilégier le format PAdES.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie papier n'est plus autorisée depuis le 1^{er} octobre 2018.

Gratuité

La procédure est gratuite. Seuls les frais d'accès au réseau Internet et ceux relatifs à l'obtention et l'utilisation des certificats de signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 8 – CRITERES DE SELECTION ET D'ATTRIBUTION

Candidatures :

Seront éliminés :

- celles qui ne sont pas recevables en application des articles 45,48 et 50 et l'ordonnance n° 2015899 du 23 juillet 2015
- les candidats dont les garanties professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes.

L'article 55 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif à la commande publique « permet au pouvoir Adjudicateur de demander aux candidats qui n'aurait pas fourni les pièces dont la production était réclamée, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à 10 jours. Le Pouvoir Adjudicateur rappelle qu'il ne s'agit pas d'une obligation et invite les candidats à porter la plus grande attention dans la composition du dossier de candidature afin qu'il soit complet ».

Offres :

Les critères d'attribution sont énoncés ci-dessous selon la pondération suivante :

- Prix : 60 %**
- Valeur technique : 40 %**

La valeur technique jugée à partir du mémoire technique pondéré et structuré de manière à décrire les éléments suivants :

Prix de la prestation :

Le critère prix sera apprécié au vu DPGF fourni et rempli par le candidat.

La note sur 10 avant pondération sera obtenue selon le calcul suivant :

Note du candidat = (prix de l'offre du moins disant / prix de l'offre du candidat) X 10

Valeur technique :

La note sur 10 avant pondération sera obtenue à partir :

- **la liste des moyens humains et matériels affectés au chantier comptant pour 10 points.**
- **des conditions d'exécution des ouvrages comptant pour 10 points.**
- **du respect des délais selon le planning chantier pour 10 points.**
- **de la note sur la gestion des nuisances et des déchets comptant pour 5 points**
- **de la santé et la sécurité sur le chantier comptant pour 5 points.**

Les offres sont classées par ordre décroissant en fonction des critères.

L'offre la mieux classée est retenue provisoirement.

Documents à produire sous 6 jours au stade de l'attribution du marché :

Le candidat retenu devra, avant notification et dans un délai de 6 jours calendaires, fournir à l'administration les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du Code du travail ainsi que l'attestation d'assurance. A défaut de production de ces documents son offre sera rejetée.

En cas de groupement, ces pièces sont à fournir pour chaque intervenant.

DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à CENT VINGT (120) jours calendaires à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

NEGOCIATION

A l'issue d'une première analyse et d'un premier classement des offres, une négociation pourra être menée si elle est jugée nécessaire avec les candidats dont l'offre n'aura pas, à ce stade, été écartée comme inappropriée. Une offre inappropriée est une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur.

Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre, dont le prix. Elle pourra être effectuée par échange de télécopies de mails, par le biais de la plateforme **Mégalis**, ou dans le cadre d'une réunion. Dans ce dernier cas, les candidats concernés seront conviés au minimum 72 heures avant la date fixée pour la réunion.

En tout état de cause, les candidats devront transmettre également leur offre définitive en original. Seul le candidat retenu aura à transmettre l'acte d'engagement ATTRI signé.

SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les moyens de preuve attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné au 1°, 2°, a et c du 4° de l'article 45 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

ARTICLE 9 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

La plateforme est à privilégier.

Les candidats devront faire parvenir leur demande en temps utiles. Cette demande pourra être effectuée suivant les modalités suivantes : Par fax, courrier ou courriel ou par le biais de la plateforme : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>

Une réponse leur sera adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres. Les questions devront donc être envoyées avant ce délai.

Renseignements d'ordre administratif et technique auprès du pouvoir adjudicateur:

Commune de SAINT-DOLAY
1 place de l'Eglise – 56130 Saint-Dolay

Renseignements d'ordre administratif et technique (chantier)

BURGAUD ARCHITECTES
1 ZC du Rodoir – 56130 NIVILLAC

ARTICLE 10 - INFORMATIONS SUR LES RECOURS

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 contour de la Motte - CS 44416
35044 RENNES
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser au Tribunal Administratif de Rennes.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est le Tribunal Administratif de Rennes.